Procès-verbal
Le mardi 10 décembre 2002 - n° 141

10 heures

Présidente : Mme Louise Harel

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, dépose :

La synthèse des opérations financières au 30 septembre 2002 ;
(Dépôt n° 1720-20021210)

Un document afférent à l'indemnité de départ de M. Jean-Claude Gagnon ;
(Dépôt n° 1721-20021210)

Un document afférent aux indemnités de départ des cadres de la Caisse de dépôt
et placement du Québec.
(Dépôt n° 1722-20021210)

Mme Lemieux, ministre d'État à la Culture et aux Communications, dépose :

Le rapport annuel de gestion de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier
terminé le 31 mars 2002 ;
(Dépôt n° 1723-20021210)

La convention de performance et d'imputabilité 2002 du Centre de conservation
du Québec ;
(Dépôt n° 1724-20021210)

10 décembre 2002

Le plan d'action 2002-2003 du Centre de conservation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1725-20021210)

M. Jutras, ministre de la Justice, dépose les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002, des ordres professionnels suivants :

L'Ordre des sages-femmes ;

(Dépôt n° 1726-20021210)

L'Ordre des technologues en radiologie ;

(Dépôt n° 1727-20021210)

L'Ordre des technologues professionnels.

(Dépôt n° 1728-20021210)

M. Boisclair, leader du gouvernement, dépose :

La réponse écrite à la pétition présentée le 23 octobre 2002 par Mme Gauthier (Jonquière), concernant l'hôpital de Jonquière ;

(Dépôt n° 1729-20021210)

La réponse écrite à la pétition présentée le 23 octobre 2002 par M. Bergman (D'Arcy-McGee), concernant les services à domicile.

(Dépôt n° 1730-20021210)

10 décembre 2002

Dépôts de rapports de commissions

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 6 et 9 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 112 Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1731-20021210)

M. Pinard (Saint-Maurice), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 6 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 120 Loi modifiant la Loi concernant les services de transport par taxi

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1732-20021210)

M. Kelley (Jacques-Cartier), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui a procédé aux auditions suivantes : la Secrétaire du Conseil du trésor concernant le rapport sur l'application de la *Loi sur l'administration publique* "Agir pour de meilleurs services aux citoyens" le 26 septembre 2002, le sous-ministre de l'Éducation concernant les services de garde en milieu scolaire le 2 octobre 2002, le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux concernant les services à domicile relevant du réseau de la santé et des services sociaux le 23 octobre 2002, le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux concernant les services d'hébergement offerts aux personnes en perte d'autonomie le 6 novembre 2002. Ce rapport contient des recommandations.

(Dépôt n° 1733-20021210)

10 décembre 2002

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui, le 12 et 19 septembre et 1^{er} octobre 2002, a procédé à la vérification des engagements financiers du ministère de la Famille et de l'Enfance ainsi que ceux du Conseil du statut de la femme pour les mois de novembre 1999 à mars 2002, du ministère des Affaires municipales et de la Métropole ainsi que ceux de la Régie du logement pour les mois d'avril 1999 à mars 2002 et du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de janvier 2000 à mars 2002 ;
(Dépôt n° 1734-20021210)

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui, le 5 septembre 2002, a entendu la Vérificatrice générale par interim sur le rapport annuel de gestion du Vérificateur général pour 2000-2001 et a procédé à la vérification des engagements financiers 2001-2002.
(Dépôt n° 1735-20021210)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Dion (Saint-Hyacinthe) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 151 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'aménagement des haltes routières.
(Dépôt n° 1736-20021210)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Charest, chef de l'opposition officielle, dépose :

Copie d'une lettre, en date du 20 novembre 2002, adressée à M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, par M. Jean-Marie Berthelot, porte-parole des familles du Comité du recours collectif pour les enfants autistes et les enfants atteints d'un trouble

10 décembre 2002

envahissant du développement, concernant la stimulation intensive précoce de type comportemental.

(Dépôt n° 1737-20021210)

À la demande de Mme la Présidente, Mme Marois, ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, retire certains propos non parlementaires.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boisclair, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 143, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives ;
- la Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 124, Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et la Loi sur l'instruction publique ;
- la Commission des affaires sociales, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 145, Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 129, Loi sur la conservation du patrimoine naturel.

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

10 décembre 2002

Conformément à l'ordre adopté le 6 décembre 2002, M. Boisclair, leader du gouvernement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires n° 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 2003.

La motion est adoptée.

Étude en commission plénière

La commission plénière étudie les crédits supplémentaires n° 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2003.

L'étude terminée, les crédits supplémentaires n° 1 relatifs au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont, à la suite d'un vote par appel nominal (assis-levé), adoptés.

À 13 h 20, M. Beaulne, deuxième vice-président, suspend les travaux de la commission plénière.

Les travaux reprennent à 15 h 06.

Étude en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires n° 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2003.

M. le président de la commission plénière avise M. Bissonnet, troisième vice-président, que la commission n'a pas fini de délibérer sur les crédits supplémentaires n° 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 2003.

10 décembre 2002

10 décembre 2002

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Sylvain Simard, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant la taxe scolaire sur l'île de Montréal et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 131 est adopté.

M. Boisclair, leader du gouvernement, propose que le projet de loi n° 131 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

La motion est adoptée.

M. Boisclair, ministre des Affaires municipales et de la Métropole, propose que le principe du projet de loi n° 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Cholette (Hull) propose l'ajournement du débat.

La motion est adoptée.

À 17 h 58, M. Brouillet, premier vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

10 décembre 2002

La séance reprend à 20 h 05.

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Conformément à l'ordre adopté le 6 décembre 2002, Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires n° 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 2003.

La motion est adoptée.

Étude en commission plénière

La commission plénière étudie les crédits supplémentaires n° 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2003.

Le mercredi 11 décembre 2002

L'étude terminée, les crédits supplémentaires n° 1 relatifs au ministère de la Santé et des Services sociaux sont, à la suite d'un vote par appel nominal (assis-levé), adoptés.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant à l'Assemblée :

La commission plénière a adopté les crédits supplémentaires n° 1, à l'exception des crédits relatifs au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 183 000 000,00 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 2002-2003 auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi présenté ci-après.

10 décembre 2002

Le rapport est adopté.

Puis, M. Facal, ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, présente le projet de loi n° 150, Loi n° 3 sur les crédits, 2002-2003, et propose :

QUE l'Assemblée en soit saisie;
QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;
QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **117** en annexe)

Pour: **60** Contre: **45** Abstention: **0**

En conséquence, le projet de loi n° 150 est adopté.

À 0 h 30, M. Bissonnet, troisième vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 11 décembre 2002, à 10 heures.

La Présidente

LOUISE HAREL

10 décembre 2002

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Facal, ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor :

(Vote n° 117)

POUR - 60

Arseneau	Charest	Julien	Papineau
Baril	<i>(Rimouski)</i>	Jutras	Paquin
Beaumier	Côté	Labbé	Paré
Bédard	<i>(Dubuc)</i>	Lachance	Payne
Bergeron	Côté	Laprise	Pelletier
Bertrand	<i>(La Peltrie)</i>	Leduc	<i>(Abitibi-Est)</i>
<i>(Portneuf)</i>	Cousineau	Legault	Pinard
Bertrand	Désilets	Legendre	Rioux
<i>(Charlevoix)</i>	Deslières	Léger	Robert
Blanchet	Dion	Lelièvre	Rochon
Boisclair	Dionne-Marsolais	Lemieux	Simard
Boucher	Doyer	Létourneau	<i>(Montmorency)</i>
Boulerice	Duguay	Maltais	Simard
Boulianne	Facal	Marois	<i>(Richelieu)</i>
Caron	Gendron	Ménard	St-André
Carrier-Perreault	Geoffrion	Morin	Tremblay
Charbonneau	Goupil	Pagé	Vermette

CONTRE - 45

Beauchamp	Desprès	Laporte	Rocheffort
Béchar	Dupuis	Leblanc	Sirros
Bélanger	Fournier	Lespérance	Thériault
Benoît	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Tranchemontagne
Bergman	Gaudreau	MacMillan	Vallières
Bordeleau	Gauthier	Mancuso	Whissell
Boulet	Gautrin	Marcoux	Williams
Bourbeau	Gauvin	Marsan	
Brodeur	Gobé	Normandeau	
Chagnon	Houda-Pépin	Paradis	
Cholette	Jérôme-Forget	Pelletier	
Copeman	Lafrenière	<i>(Chapleau)</i>	
Delisle	Lamquin-Éthier	Poulin	

10 décembre 2002